.....
MINISTERE DES FINANCES

TABLEAU PARCELLAIRE

Décret n° 62-248 du 9 juillet 1962 portant expropriation pour cause d'utilité publique de diverses parcelles de terrain sises à Tunis destinées à la construction de l'université de Tunis.

Rectificatif au JORT n° 37 des 6 et 10 juillet 1962.

(En application des dispositions de l'article 35 de la loi n° 76-85 du 11 août 1976).

Tableau parcellaire

Au lieu de :

N° / P	Situation	Numéro du titre foncier	Superficie	Noms des propriétaires
97	Tunis (Kerch El Ghaba)	T.F. 32.200 P 1	65 a 92 ca	Bessis (Auguste) Héritiers Bessis (Issac de Hai)
98	Tunis (Kerch El Ghaba)	T.F. 32.200 P 4	3 h 48 a 90 ca	Héritiers Bessis (Jules)

Lire :

N° / P	Situation	Numéro du titre foncier	Superficie	Noms des propriétaires
97 98	Tunis (Kerch El Ghaba)	TF. 52.875 P 1 et 4 du TF 32.200	4 h 14 a 82 ca	Bessis (Pierre Joseph) Bessis (Marie Mariem) Bessis (Colette Mathilde) Bessis (Monique Claude) Nahum (Camille) Bessis (Marie) Bessis (Régine)

(Le reste sans changement)

.....
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

OLIVES

Décret n° 89-105 du 9 janvier 1989 portant réglementation de la commercialisation des grignons d'olive.

Le Président de la République ;

Vu le décret du 10 octobre 1919 sur la repression des fraudes ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret du 18 novembre 1954 abrogeant et remplaçant le décret du 12 août 1938 relatif à la protection de l'huile d'olive ;

Vu la loi n° 70-13 du 16 octobre 1970 portant réorganisation de l'office national de l'huile ;

Vu le décret n° 68-19 du 25 janvier 1968 relatif à la commercialisation des huiles alimentaires ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture ;

Sur proposition du ministre de l'industrie et du commerce ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. — Les grignons d'olive frais produits par les oleifacteurs d'olive ne peuvent être utilisés que pour le propre

usage de ces derniers ou cédés aux sulfureurs agréés. Ils peuvent être également utilisés comme aliment de bétail et nullement comme combustible.

Art. 2. — Les sulfureurs agréés sont tenus de tenir un registre où seront enregistrés tous leurs achats de grignons frais. Ils sont tenus également de déclarer leur stock en grignons épuisés auprès de la société Al Moez chimie pour la fabrication du surfural.

Art. 3. — Les sulfureurs agréés sont tenus de garantir aux oleifacteurs un prix minimum fixé annuellement par un arrêté conjoint du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre de l'agriculture. La société Al Moez chimie doit assurer aux sulfureurs agréés un prix minimum fixé annuellement par un arrêté conjoint du ministre de l'industrie et du commerce et le ministre de l'agriculture.

La société Al Moez chimie est tenue de garantir aux industriels autorisés à employer les résidus des grignons épuisés comme combustible, un prix compétitif fixé annuellement par un arrêté conjoint des ministres de l'industrie et du commerce et le ministre de l'agriculture.

Art. 4. — La société Al Moez chimie doit tenir un registre où seront consignés la date et l'origine des grignons d'olives épuisés,

ainsi que la quantité et le destinataire des résidus des grignons épuisés (coque, pulpe...).

Art. 5. — Toutes infractions aux dispositions du présent décret sont constatées conformément aux articles 13, 14 et 15 du décret du 10 octobre 1919 sus-visé.

Toute infraction constatée est passible des pénalités prévues par le décret du 10 octobre 1919 sus-mentionné.

Art. 6. — Les ministres de l'intérieur, des finances, de l'industrie et du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 9 janvier 1989.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT

TABLEAU PARCELLAIRE

Rectificatif au tableau d'une parcelle immatriculée paru au Journal officiel de la république tunisienne n° 33 du 24 avril 1956 expropriée par décret du 19 avril 1956.

Construction du canal de taulier-ville entre l'ouvrage n° 71 et la tête aval du 4^e siphon.

(Application de l'article 35 de la loi n° 76-85 du 11 août 1976 portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique).

N° de la parcelle	N° du titre foncier	Situation	Nature de la parcelle	Superficie à exproprier	Noms des propriétaires
1	84.134	Béjaoua (Sidi Thabet)	Terrain nu	24 a 30 ca	1) Chelbia Bent Mohamed Ben Amor El Ouni 2) Aïcha 3) Mohamed 4) Manoubia 5) Hattab 6) Mahbouba 7) Younès enfants de Salah Ben Béchir Ben Salah El Ouni 8) Mohamed Ben Hadj Mekki Ben Ali El Ouni 9) Salma 10) Khadija 11) Rekaya 12) Abdelkader 13) Ahmed enfant de Mohamed Ben Hadj Mekki Ben Ali El Ouni.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

STATUT

Décret n° 89-106 du 10 janvier 1989 complétant le décret n° 85-841 du 17 juin 1985 fixant le statut particulier des personnels enseignants exerçant dans les écoles normales d'instituteurs, les écoles d'application et écoles primaires.

Le Président de la République ;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;

Vu le décret n° 85-841 du 17 juin 1985 fixant le statut particulier des personnels enseignants exerçant dans les écoles normales d'instituteurs, les écoles d'application et les écoles primaires ;

Vu l'avis du ministre de l'éducation nationale ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. — Le paragraphe 2 de l'article 23 du décret n° 85-841 du 17 juin 1985 fixant le statut particulier des personnels enseignants exerçant dans les écoles normales d'instituteurs, les écoles d'application et les écoles primaires est complété comme suit :

Art. 23. — 2) Par voie de nomination directe parmi les candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme admis en équivalence ayant poursuivi avec succès un cycle de formation dont la durée et le programme sont fixés par décision du ministre de l'éducation nationale.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1989.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI